

Le 4 février, les étudiant·e·s reprennent la rue pour se faire entendre !

Depuis le 20 janvier, les étudiant·e·s partout en France se mobilisent contre le choix politique du Gouvernement de ne pas mettre en place un véritable protocole sanitaire national permettant la reprise des cours en présentiel de tou·te·s et pour un plan d'urgence ambitieux contre la précarité étudiante, enrayant ainsi la dégradation généralisée de la santé mentale de toute une génération qui se sent sacrifiée. L'UNEF appelle à poursuivre cette mobilisation le 4 février.

Une précarité rampante installée depuis longtemps qui a explosé avec la crise sanitaire

L'une des conséquences les plus flagrantes de la crise sanitaire dans laquelle nous nous trouvons depuis près d'un an, est l'explosion désastreuse de la précarité étudiante. Toutefois, cette précarité n'est pas nouvelle et s'accroît sans s'arrêter depuis plusieurs décennies. Chaque année, l'UNEF la mesure lors de son Enquête sur le coût de la vie étudiante et alerte sur l'aggravation continue de nos conditions de vie. **Avec une augmentation du coût de la vie étudiante de 3,69% en 2020, la situation aurait déjà dû être prise au sérieux par le Gouvernement, qui jusqu'ici a mis à mal les conditions de vie des étudiant·e·s en baissant puis gelant les APL et les bourses sur critères sociaux et en mettant en péril notre insertion professionnelle par la suppression de l'ARPE.**

Partant d'une situation déjà critique, la crise actuelle nous touche d'autant plus de plein fouet aujourd'hui après avoir perdu nos jobs, nos stages, nos alternances et vu nos dépenses augmenter avec la fermeture de la moitié des lieux de restauration universitaire. Il n'est donc pas surprenant que nous soyons aujourd'hui livré·e·s à nous-mêmes, devant choisir entre payer notre loyer ou nous nourrir, grossissant les queues des distributions alimentaires.

L'enseignement à distance néfaste pour la santé mentale et la formation des étudiant·e·s

Depuis près d'un an, à l'exception de quelques semaines en septembre et octobre, nous sommes rivi·e·s du matin au soir à nos écrans pour suivre nos cours à distance. Entre les problèmes de connexion ou d'ordinateur et le manque d'interaction nécessaire à l'apprentissage avec les enseignant·e·s mais aussi nos camarades de TD et d'amphis, nos études et notre santé mentale ont été fortement impactées.

Sans compter le fait que beaucoup d'entre nous vivons dans de petites surfaces, parfois insalubres. Celles-ci sont devenues notre seul horizon, dans lequel nous travaillons et vivons sans perspective de retrouver nos établissements. **Cette situation désastreuse, adressée par le Gouvernement par de petites phrases qui n'augurent que très peu de concret, a conduit beaucoup d'entre nous à avoir des pensées suicidaires et malheureusement pour certain·e·s, à les mettre en œuvre.**

Des annonces peu suffisantes, résultat d'une mobilisation qui compte s'amplifier

Le 20 et 21 janvier, après des mois passés à être ignoré·e·s, les étudiant·e·s sont descendu·e·s dans la rue dans plus d'une vingtaine de villes pour exprimer leur colère et leur refus d'être une génération sacrifiée. En réponse, lors d'un déplacement à l'Université Paris-Saclay, Emmanuel Macron a annoncé l'extension du repas au restaurant universitaire à 1 euro pour tou·te·s les étudiant·e·s sur demande, la création d'un « chèque psy » et évoqué la possibilité d'un retour en présentiel 1 jour par

semaine. **Ces annonces du Président de la République sont la conséquence directe de la mobilisation des étudiant.e.s sur tout le territoire.**

Ces annonces, si elles vont dans le bon sens, sont bien loin d'être suffisantes pour résorber la situation. **Les étudiant.e.s attendent beaucoup plus, comme nous l'avons montré en descendant de nouveau dans la rue le 26 janvier dans plus de 40 villes universitaires et aux côtés des autres acteurs de l'éducation.** Le ras-le-bol des étudiant.e.s à travers le territoire se développe, avec des actions organisées dans toutes les villes importantes du territoire. Ainsi, une nouvelle date de mobilisation est prévue le 4 février prochain.

Le 4 février, nous appelons tou·te·s les étudiant.e.s à reprendre la rue et à s'organiser dans leur ville pour réclamer :

Concernant le retour sur les campus :

- **Une date pour la réouverture des universités pour tou·te·s, avec un protocole sanitaire strict permettant le suivi des cours en présentiel une semaine sur deux, le dédoublement des TD et des cours en amphi, la mise à disposition de gel hydroalcoolique dans tous les espaces fréquentés par les étudiant.e.s et la distribution gratuite de plusieurs masques pour chaque étudiant.e. Ceci avec une hausse des moyens donnés aux universités pour mettre en place ces mesures**

Contre la précarité, un plan d'urgence d'1,5 milliard d'euros comprenant :

- **L'augmentation immédiate des APL de 20%**
- **L'augmentation immédiate du montant des bourses sur critères sociaux de 100€ par mois par échelon**
- **La modification du mode de calcul des bourses pour la rentrée 2021 afin d'augmenter du nombre de boursier.e.s et de permettre aux étudiant.e.s étranger.e.s d'avoir accès aux bourses**
- **La construction effective des 60 000 logements étudiants promis par Emmanuel Macron en 2017**
- **Le lancement immédiat de discussion pour la mise en place d'une Allocation d'Autonomie dans les prochaines années pour en finir sur le long terme avec la précarité étudiante**

Contact :

**Elisabeth ABANDA AYISSI
Attachée de presse de l'UNEF
06.03.55.45.28 / presse@unef.fr**